



Liberté · Égalité · Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION du DEVELOPPEMENT
DURABLE et des POLITIQUES
INTERMINISTERIELLES**
Bureau de l'Aménagement du Territoire
et de l'Environnement

N° 2007-522

ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION SOCIETE PAPREC LORRAINE à CUSTINES (ZONE INDUSTRIELLE DE POMPEY INDUSTRIE)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National de Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses titres 1^{er} et IVème du livre V, pour ses parties législative et réglementaire,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Meurthe-et-Moselle approuvé par arrêté préfectoral du 16 juillet 2001,

Vu la demande présentée le 18 juin 2007, par la société PAPREC Lorraine en vue d'être autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de CUSTINES, un centre de transit et de tri de déchets non dangereux,

Vu le dossier déposé par la société PAPREC Lorraine à l'appui de sa demande, complété par les éléments transmis les 10 août et 18 octobre 2007,

Vu la décision en date du 23 novembre 2007 du président du tribunal administratif de NANCY portant désignation du commissaire-enquêteur,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 décembre 2007 prescrivant l'organisation d'une enquête publique du 7 janvier au 7 février 2008 inclus sur les territoires des communes de CUSTINES, FROUARD et POMPEY,

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisées dans cette commune,

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur,

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de CUSTINES et de FROUARD,

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés,

Vu l'avis du Président du Conseil Général de la Haute-Marne formulé par courrier du 9 février 2009,

Vu le rapport FR/LL/1141/08 et les propositions en date du 19 août 2009 de l'inspection des installations classées de la DRIRE,

Vu l'avis en date du 8 octobre 2009 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou les inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT que les installations projetées par la société PAPREC Lorraine sont implantées dans une zone industrielle,

CONSIDERANT que l'étude des dangers montre que la mise en place de mesures compensatoires et notamment de murs coupe-feu 2 heures sur les façades nord, est et sud du bâtiment abritant les installations de tri maintient les flux thermiques de 8 kW/h et 5 kW/h à l'intérieur du site,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte d'une part, des plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés des départements compris dans la zone de chalandise, et d'autre part, du principe de proximité mentionné à l'article L. 541-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que le projet n'a pas appelé de remarques particulières de la part des Présidents des Conseils généraux de la Meurthe-et-Moselle, Moselle, Vosges, Meuse, Haut-Rhin, Bas-Rhin, Haute-Saône, et Marne, en charge des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés,

CONSIDERANT que les capacités de traitement du département de la Haute-Marne sont suffisantes pour les déchets ménagers, et, de ce fait, qu'il n'y a pas de raison justifiant que les déchets ménagers de Haute Marne soient triés en Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société, PAPREC Réseau établissement Paprec Lorraine, ci après dénommé Paprec Lorraine, dont le siège social est situé 39 rue de Courcelles à PARIS (75008), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions fixées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de CUSTINES, ZI Pompey Industries BP13, les installations de transit et de tri de déchets non dangereux détaillées dans les articles suivants.

Article 1.2. Description des installations

Article 1.2.1. Liste des installations concernées

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
167-A	A	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) A-Station de transit	Centre de transit, regroupement et de regroupement et tri de : - déchets industriels non dangereux contenant au moins 60% de matières valorisables en mélange - déchets pré-triés issus de la collecte sélective des ménages	-	-	Tonnage annuel autorisé : 15 000 t de déchets
322-A	A	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) A-Station de transit		-	-	
98 bis – B1	A	Dépôt ou ateliers de triage de matières usagées, installés sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à moins de 50m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers, la quantité entreposée étant supérieure à 150 m ³	Dépôt de matières plastiques	Quantité	150 m ³	504 m ³
286	A	Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objet en métal et carcasse de véhicule hors d'usage, etc. la surface utilisée étant supérieure à 50 m ²	Entreposage des métaux ou déchets de métaux	Surface	50 m ²	56 m ²
1530	D	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Stockage de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Quantité	1000 m ³	4300 m ³
1412-2b	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	10 bouteilles de gaz de 13 kg chacune pour l'utilisation d'un chariot au gaz	Quantité	6 tonnes	130 kg
1432	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Cuve de fuel (2ème catégorie) aérienne sur rétention de 1 m ³ , soit une capacité totale équivalente de 0,2 m ³	Capacité équivalente	10 m ³	0,2 m ³
1434	NC	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, de remplissage de récipients mobiles ou de réservoirs du véhicule à moteur	Distribution de fuel d'un débit équivalent de 0,2 m ³ /h	Débit maximal équivalent	1 m ³ /h	0,2 m ³ /h
2920-2b	NC	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 bars, de puissance supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Compresseur fonctionnant avec autre fluide	Puissance	50 kW	37 kW

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Article 1.2.2. Situation géographique et présentation de l'établissement

L'établissement occupe une surface de 7200 m² située sur le territoire de la commune de CUSTINES aux coordonnées Lambert zone II étendue X= 879,689 km et Y= 2428,265 km, sur les parcelles cadastrales N°244, 245, 246 regroupés en 178P.

Les installations autorisées sont constituées d'un bâtiment d'une surface de 3 000 m² comprenant une zone de tri et de stockage de 2 860 m², et une zone de bureaux de 140 m². Les équipements propres à l'activité sont constitués d'une installation de tri, dénommée gyrotri et d'une presse.

L'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.

Article 1.2.3. Nature des intrants admis

Seuls sont autorisés à entrer sur le site :

- les déchets non dangereux contenant au moins 60% de matières valorisables en mélange (papiers, cartons, plastiques, ferrailles, bois) d'origine industrielle ou issus de la collecte sélective des ménages, dont la liste figure en annexe du présent arrêté, pour une capacité annuelle de 15 000 tonnes,
- les matières suivantes : papiers, cartons, plastiques, ferrailles pour une capacité annuelle de 35 000 tonnes.

Les ordures ménagères brutes, les déchets industriels dangereux et les déchets fermentescibles sont interdits sur le site.

Article 1.2.4. Origine géographique des déchets admis

Les déchets autorisés sur le site proviennent, par ordre de priorité, des départements suivants :

- 1 - Meurthe-et-Moselle,
- 2 - de la Lorraine : Moselle, Vosges et Meuse ;
- 3 - contigus à la Lorraine : Haut-Rhin, Bas-Rhin, Haute-Saône, Marne.

Article 1.2.5. Agrément pour la valorisation des déchets d'emballage

En application des dispositions des articles L. 541-22, R. 515-37 et R. 543-66 à R. 543-72 relatifs aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages, PAPREC Lorraine est agréée dans le cadre de l'exploitation des installations visées au 1.1 pour le tri, la préparation et le reconditionnement des déchets d'emballages en papier-carton et les déchets d'emballages constitués en mélange de papier, carton, plastiques, bois, métaux en vue de leur valorisation pour une quantité maximale annuelle de 20 000 tonnes de déchets d'emballage en papier cartons et 15 000 tonnes de déchets d'emballage en mélange.

Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, un contrat écrit est passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat doit viser cet agrément et joindre ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement doit être délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fait avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné ci-dessus. Si le repreneur est exploitant, l'exploitant s'assure qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, l'exploitant s'assure que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

Doivent être conservés par l'exploitant et être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballage, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités d'élimination ;
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat, les modalités d'élimination ;
- les quantités traitées, éliminées et stockées et le cas échéant les conditions de stockage ;
- les bilans annuels des transactions.

Article 1.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation et aux textes réglementaires

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Elles respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur, notamment :

- le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- le code du patrimoine : dans ce cadre, toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement au service régional de l'archéologie de Lorraine, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Mairie et de la Préfecture, en application de l'article L.531-14 du Code du patrimoine. Les vestiges découverts ne doivent pas être détruits. Tout contrevenant serait passible des peines portées aux articles 322-1 et 322-2 du Code pénal.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont également applicables à l'établissement les textes suivants :

Dates	Textes
24/04/08	Circulaire ministérielle relative à l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
15/01/08	Arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
29/09/05	Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
02/02/98	Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
05/01/95	Circulaire ministérielle DPPR/SEI 95-007 du 5 janvier 1995 relative aux centres de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers
26/09/75	Circulaire ministérielle du 26 septembre 1975 relative aux stations de transit de résidus urbains

Avant la mise en service de l'installation, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au Préfet une attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, établie par ses soins, ou le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.

Article 1.4. Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 1.5. Modifications et cessation d'activité

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.5.3. Changement d'exploitant

Dans le cas où les installations visées à l'article 1.2.1 changent d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Article 1.5.4. Cessation d'activité

Lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant l'arrêt définitif. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

La notification de l'exploitant indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette au site **un usage industriel** selon les dispositions des articles R. 512-74 à R. 512-78 du code de l'environnement.

Titre 2 – Gestion de l'établissement

Article 2.1. Exploitation

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.2. Propreté des installations

Les installations sont maintenues propres et entretenues en permanence. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

En outre l'établissement est tenu en état de dératisation permanente. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements justifiant cet état.

Article 2.1.3. Surveillance de l'exploitation et formation des opérateurs

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des déchets, et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

L'ensemble du personnel intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets ou matériaux triés dans l'établissement, sur les risques inhérents des installations, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Article 2.1.4. Organisation de l'exploitation

Réception des déchets ou matériaux

Avant réception d'un déchet ou matériaux, un accord commercial doit préalablement définir le type de déchets ou matériaux livrés.

Chaque entrée est enregistrée au moyen d'un bordereau de réception précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité concernée et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu.

Les déchets et matériaux réceptionnés doivent faire l'objet d'une pesée et d'un contrôle visuel systématiques pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception. En cas d'identification de déchets ou matériaux non admissibles au sein de l'installation, ceux-ci seront, après information du producteur du déchet ou matériaux et de l'inspection des installations classées lorsqu'il s'agit d'un déchet, retournés vers ledit producteur ou expédiés vers un centre de traitement autorisé. Cette procédure doit faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite.

Tri et stockage sur site

Les bennes de déchets et matériaux réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les déchets et matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.

Le tri s'effectue au sol sur une dalle bitumée et peut être complété par un tri réalisé sur un tapis de tri circulaire, appelé GYROTRI, composé de dix alvéoles, permettant de trier au plus 9 matériaux et des refus de tri dans des conteneurs de 3 m³.

Les produits triés peuvent être ensuite conditionnés et/ou stockés sur site en bennes, en vrac ou en balles, sur des aires clairement signalées et nettement délimitées et séparées des aires de réception et de tri. Ce stockage doit s'effectuer dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations, des odeurs).

Sortie des matériaux et déchets

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.

Les registres où sont mentionnées l'ensemble de ces données sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le transport des déchets et matériaux doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.

Article 2.1.5. Consignes d'exploitation, consignes de sécurité et consignes générales d'intervention

L'exploitant établit :

1- des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale et anormale de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

2- des consignes de sécurité qui indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans le bâtiment,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel

3- des consignes générales d'intervention pour la mise en œuvre des moyens d'intervention (moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur), d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs (avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours).

Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes et dispose de moyens téléphoniques pour prévenir les secours et un exemplaire de ces consignes sera communiqué au SDIS.

Toutes les consignes sont écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article 2.1.6. Etat des stocks et aménagement du stockage

L'exploitant tient à jour un état des stocks, qui indique, la nature des matériaux et déchets, leur quantité et leur localisation. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Les limites du stockage des papiers, cartons et matières plastiques sont implantées à plus de 10 mètres des limites de propriété de l'établissement. Cette distance de 10 mètres n'est pas applicable lorsque les matières concernées sont situées derrière un mur coupe feu deux heures.

Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de traitement d'air.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc., soient largement dégagés.

Les matériaux et déchets sont stockés de la manière suivante :

- Les îlots au sol ont une surface limitée à 500 m².
- La hauteur maximale de stockage est au maximum de 4,4 m.
- La distance minimale entre deux îlots est de 2 m.

Article 2.1.7. Travaux de maintenance et aménagement

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant une consigne particulière.

Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Article 2.1.8. Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tel que produits de neutralisation, produits absorbants...

Article 2.1.9. Surveillance / Gardiennage et Contrôle des accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir un accès libre aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement, et en l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations doivent être fermés à clef.

Les horaires de fonctionnement sont : de 5 heures à 21 heures, du lundi au samedi.

En outre, en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, une surveillance du stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.

Article 2.2. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant a minima les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation soumise à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les études réalisées en application des dispositions des arrêtés, notamment l'attestation de conformité visée à l'article 1.3, et l'étude foudre visée à l'article 7.2.6.
- les consignes d'exploitation, consignes de sécurité et consignes générales d'intervention, établies en application de l'article 2.1.5,
- les résultats d'autosurveillance eau, déchets et bruit,
- les registres permettant d'assurer la traçabilité des déchets.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Titre 3 – Prévention de la pollution atmosphérique

Article 3.1. Dispositions générales

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, est interdite.

Article 3.2. Emissions et envois de poussières

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses : les surfaces où cela est possible sont engazonnées et des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Article 3.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'installation ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou la sécurité publique.

Article 3.4. Pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que des rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé ou la sécurité publique.

Titre 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Article 4.1. Prélèvements et consommations d'eau

Les prélèvements d'eau sont réalisés à partir du réseau public et limités à un usage domestique.

Article 4.2. Collecte des effluents liquides

4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3. ou non conforme aux dispositions de cet article est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

4.2.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Article 4.3. Rejet au milieu des effluents

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers tout autre milieu de surface non visé par le présent arrêté sont interdits.

Eaux pluviales de toiture

Les eaux pluviales de toiture, non polluées, sont collectées et acheminées directement au réseau d'eaux pluviales de la ZAC qui aboutit à la Moselle.

Eaux pluviales de voiries et parking

Les eaux pluviales de voiries et parking sont collectées et traitées par un débourbeur-déshuileur, suffisamment dimensionné, avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales de la zone.

La qualité de ces eaux avant le rejet dans le réseau public d'eaux pluviales doit respecter les valeurs limites suivantes :

- MEST \leq 35 mg/l (NF EN 872)
- Hydrocarbures totaux \leq 5 mg/l (NF EN 90114)
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- Température inférieure à 30°C

Eaux d'incendie

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, afin de prévenir toute pollution du milieu. Une capacité de confinement d'un volume minimal de 712 m³ adaptée à la rétention des eaux d'incendie devra être mise en place.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. En particulier, une vanne d'isolement manuelle permettant d'isoler le réseau d'eaux pluviales des voiries du réseau public est installée en sortie de débourbeur déshuileur.

Titre 5 - Déchets

Article 5.1. Principes généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et limiter la production de déchets non recyclables résultant du tri.

Leur quantité est limitée à 7 750 tonnes par an.

L'exploitant élimine ou fait éliminer ces déchets dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont implantées en Lorraine et régulièrement autorisées à cet effet. Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 5.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par l'article R543-43 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R543-3 à R543-16 du Code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du Code de l'environnement.

Article 5.3. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 5.4. Transport

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-49 à R.541-61 du code de l'environnement, relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

Titre 6 – Prévention des nuisances sonores et des vibrations

6.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou souterraine, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

6.2. Niveaux acoustiques

6.2.1. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)

6.2.2. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	6.2.2.1.1 - PERIODE DE JOUR	6.2.2.1.2 - PERIODE DE NUIT
	Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

6.3. Véhicules

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (par exemple sirènes, avertisseurs, haut-parleurs), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Titre 7 - Prévention des risques technologiques

Article 7.1. Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 7.2. Dispositions constructives

Article 7.2.1 – Comportement au feu du bâtiment

En vue de prévenir la propagation d'un incendie, le bâtiment visé à l'article 1.2.2 vérifie les conditions constructives minimales suivantes :

- Les murs des façades NORD et EST du bâtiment sont coupe-feu 2 heures sur une hauteur de 7 mètres.
- Le mur de la façade SUD du bâtiment est coupe-feu 2 heures sur une hauteur de 5 mètres.

Article 7.2.2 - Désenfumage

La zone de stockage est équipée en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle ou des systèmes équivalents font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment.

La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de la surface géométrique de la couverture. Il doit y avoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches ou des grilles d'aération, soit par les portes donnant sur l'extérieur.

Les exutoires sont régulièrement vérifiés par une société spécialisée.

Un plan de fonctionnement des moyens de désenfumage doit être positionné à chaque commande, avec la matérialisation sur le plan du canton de fumées actionné.

Article 7.2.3. Eclairage

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Article 7.2.4. Issues de secours

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties du bâtiment dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties du bâtiment formant cul-de-sac.

Deux issues au moins vers l'extérieur du bâtiment, dans deux directions opposées, sont prévues. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.

Article 7.2.5 - Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des mesures correctives prises.

Article 7.2.6 - Protection contre la foudre

Le bâtiment est équipé d'une installation de protection contre la foudre conforme aux normes en vigueur.

L'exploitant doit disposer d'une analyse risque foudre et d'une étude technique, réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 et de la circulaire ministérielle du 24 avril 2008.

Les équipements de prévention et/ou protection répondant aux exigences de l'étude technique sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation et font l'objet d'une

vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Article 7.3. Prévention des pollutions accidentelles

Article 7.3.1 - Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article 7.3.2 - Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte des effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Article 7.3.3. Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 7.3.4. Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

Article 7.4. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 7.4.1. Détection d'incendie et alarme

La détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. L'alarme sonore devra être suffisamment efficace afin d'être audible en tout point de l'établissement en vue de pouvoir évacuer de façon sûre l'ensemble du personnel présent.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour le dispositif de détection. Il établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les compte rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le point le plus haut du stockage se situe à une distance compatible avec les exigences du dispositif de détection.

Article 7.4.2. Accessibilité des secours

L'établissement dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès au stockage une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes au stockage, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du stockage.

Un dispositif fiable permettant aux secours publics d'accéder au site sans perte de temps, notamment hors heures ouvrées, doit être mis en place, et transmis au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

A partir de chaque voie " engins " ou " échelle " est prévu :

- pour le bâtiment, un accès à toutes les issues du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum ;
- pour les stockages extérieurs, un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum permettant d'accéder en deux endroits différents au stockage en vue de l'atteindre quelles que soient les conditions de vent.

Article 7.4.3. Moyens de lutte contre l'incendie

Le bâtiment doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- des extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés;
- des robinets d'incendie armés répartis dans le bâtiment et situés à proximité des issues; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel;
- d'un réseau de 2 poteaux incendie de 180 m³/h et d'une réserve incendie de 280 m³ permettant au site de disposer d'un débit horaire de 320 m³/h pendant deux heures ; l'implantation de la réserve d'eau incendie devra faire l'objet d'une étude validée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Article 7.4.4. Entretien des moyens d'intervention

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Titre 8 - Surveillance des émissions et de leurs effets

Article 8.1. Programme d'autosurveillance

Article 8.1.1. Principes et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Article 8.1.2. Autosurveillance eaux

Les rejets d'eaux pluviales feront l'objet d'un contrôle annuel sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.

Article 8.1.3. Autosurveillance des déchets

Un état récapitulatif identifie les types de déchets :

- entrants, leurs caractéristiques particulières, leur quantité et leur département d'origine ;
- produits, leurs caractéristiques particulières, leur quantité et les filières d'élimination retenues.

Article 8.1.4 Autosurveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera renouvelé tous les cinq ans.

Article 8.2. Interprétation des résultats

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 8.1 du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées.

Article 8.3. Transmission et conservation des résultats et leur interprétation

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les résultats des mesures qu'il réalise selon la fréquence suivante :

- trimestrielle pour les contrôles réalisés en application de l'article 8.1.3 du présent arrêté;

- annuelle pour les contrôles réalisés en application de l'article 8.1.2 du présent arrêté ;
- dans le mois qui suit leur réception pour les contrôles réalisés en application de l'article 8.1.4. du présent arrêté.

Ces résultats sont accompagnés des commentaires résultant de leur analyse ainsi que de propositions éventuelles d'amélioration.

Ces documents, ainsi que tous les justificatifs de ces résultats, sont conservés 10 ans par l'exploitant.

TITRE 9 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 9.1 - Hygiène et santé des travailleurs.

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre II parties législative et réglementaire) du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Les prescriptions préventives édictées par la Caisse Régionale d'Assurance maladie seront rigoureusement observées.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner, dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 9.2 - Information en cas d'accidents ou d'incidents

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 9.3 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de CUSTINES, POMPEY et FROUARD

et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires établiront un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le feront parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

ARTICLE 9.4 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

ARTICLE 9.5- Recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nancy.

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à :

- 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,
- 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

ARTICLE 9.6 - Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, MM. les maires des communes précitées, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Directeur de la société

et dont une copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le directeur régional des affaires culturelles,
- MM les présidents des Conseils Généraux des départements de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, des Vosges, de la Meuse, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Haute Saône, de la Marne et de la Haute Marne.

NANCY, le 4 NOV. 2009
Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE

ANNEXE

CODE	DESIGNATION NOMENCLATURE
03 00 00	DECHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PATE A PAIER, DE PAPIER ET DE CARTON
03 01 00	Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles
03 01 01	Déchets d'écorce et de liège
03 01 05	Sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04
03 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs
03 03 00	Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier
03 03 07	Refus séparés mécaniquement provenant du recyclage de déchets de papier et de carton
03 03 08	Déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage
12 00 00	DECHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET MECANIQUE DE SURFACE DE METAUX ET MATIERES PLASTIQUES
12 01 00	Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface de métaux et matières plastiques
12 01 01	Limaille et chutes de métaux ferreux
12 01 02	Fines et poussières de métaux ferreux
12 01 03	Limaille et chute de métaux non ferreux
12 01 04	Fines et poussières de métaux non ferreux
12 01 05	Déchets de matières plastiques d'ébarbage et de tournage
15 00 00	EMBALLAGES ET DECHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, ATERIAUX FILTRANTS ET VETEMENTS DE PROTECTION NON SPECIFIES AILLEURS
15 01 01	Emballages en papier/carton
15 01 02	Emballages en matières plastiques
15 01 03	Emballages en bois
15 01 04	Emballages métalliques
15 01 05	Emballages composites
15 01 06	Emballages en mélange
16 00 00	DECHETS NON DECRITS AILLEURS DANS LA LISTE
16 01 19	Matières plastiques
16 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs
16 02 05	Autres équipements mis au rebut
17 00 00	DECHETS DE CONSTRUCTION ET DE DEMOLITION
17 02 01	Bois
17 02 03	Matières plastiques
20 00 00	DECHETS MUNICIPAUX (DECHETS MENAGERS ET DECHETS ASSIMILES PROVENANT DES COMMERCE DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS), Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTEES SEPAREMENT
20 01 00	Fractions collectées séparément (sauf 15 01)
20 01 01	Papier et carton
20 01 38	Bois autres que ceux visés la rubrique 20 01 37
20 01 39	Matières plastiques
20 01 40	Métaux
20 02 03	Autres déchets non biodégradables
20 03 01	Déchets municipaux en mélange
20 03 00	Autres déchets municipaux